

PRÉFET DU MORBIHAN

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION CONCERNANT LES TRAVAUX DE REJET DES EAUX PLUVIALES RELATIF A L'AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT "ESPACE PEN ER PRAT" SUR LA COMMUNE D'INZINZAC-LOCHRIST

DOSSIER N° 56-2017-00325

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

<u>ATTENTION</u>: CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales :

VU le code civil et notamment son article 640 :

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Blavet, approuvé le 15 avril 2014 :

VU l'arrêté préfectoral du 09 mai 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Patrice BARRUOL, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 10 octobre 2017 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM :

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17 octobre 2017, présenté par la commune d'INZINZAC-LOCHRIST, représentée par Madame le Maire, enregistré sous le n° 56-2017-00325 et concernant les travaux de rejet des eaux pluviales relatif à l'aménagement du lotissement « Espace Pen Er Prat » sur la commune d'INZINZAC-LOCHRIST :

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

Madame le Maire Place Charles de Gaulle 56650 INZINZAC-LOCHRIST

concernant les travaux de rejet des eaux pluviales relatif à l'aménagement du lotissement « Espace Pen Er Prat » sur la commune d'INZINZAC-LOCHRIST ;

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A VANNES, le 25 octobre 2017

Pour le DDTM et par délégation, L'adjointe à la cher d'unité par intérim,

Florence NICOLAS

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit_d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.